

Le dollar canadien

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Je rappelle au député qu'il ne doit pas désigner un autre député par son nom, mais par celui de sa circonscription.

M. Johnston (Westmount): Merci, monsieur l'Orateur. Voilà le genre de choses qui arrivent lorsqu'on est novice. Le député de Don Valley (M. Gillies) a parlé de ceux qui estiment que le dollar devrait valoir entre 88 et 90c. Il n'a pas dit, je pense, que l'idée venait de lui. Nous avons entendu les opinions de McLeod Young Weir, M. McLaughlin, du *Saturday Review*, et bien d'autres, mais nous n'avons pas encore entendu celles de l'opposition.

● (2130)

Je suis déçu des propos tenus par le député de Don Valley de qui j'attendais des commentaires constructifs, l'analyse de diverses mesures politiques. Notre position est bien connue, mais les orateurs de l'opposition n'ont rien présenté de solide, rien de bien précis qu'on puisse saisir. Il n'est venu du chef de l'opposition (M. Clark) qu'une seule idée, et j'y reviendrai en temps et lieu.

Les raisons de la chute du dollar canadien en 1976 n'ont rien de secret. Nous avions tous prévu que cela se produirait à ce moment-là. On avait prédit assez souvent que cela arriverait fatalement dès que les taux d'intérêt basculeraient, dès que l'écart disparaîtrait entre le Canada et les États-Unis. La situation a été compliquée encore par la victoire du Parti Québécois, dont il a été assez souvent question dans le présent débat. En outre, il est notoire que les charges salariales ont augmenté en flèche en 1975, avec des hausses voisines de 18 p. 100 pendant le premier semestre. Par la suite les augmentations ont été moins élevées. La compétitivité du Canada a fait l'objet de larges débats, et l'opinion générale a été que le cours du dollar devait baisser.

Pour ma part je ne vois pas de mal à cette dépréciation. Je m'étonne même d'entendre l'opposition affirmer comme article de loi qu'il devrait être plus haut. Bien sûr nous ne tenons pas à le voir baisser encore.

M. Gillies: Pourquoi pas?

M. Johnston (Westmount): Il y a d'autres facteurs en jeu. On a parlé de l'analyse récente dans laquelle le C. D. Howe Institute a signalé qu'une nouvelle baisse risquerait de relancer la spirale des prix et des salaires. Les Canadiens n'y tiennent pas. Mais quand on se place du point de vue du monde des affaires, on constate que le taux de change actuel a des avantages considérables. C'est le ministre des Transports, je pense, qui a consigné des déclarations à cet effet. Il est parfaitement clair qu'un éventail très large et très représentatif du monde canadien des affaires se félicite de voir le dollar évoluer dans la plage des 83 à 85c. Les raisons en sont évidentes. Les 3.6 milliards d'excédent de la balance commerciale pour 1978 témoignent des avantages que la baisse du dollar nous a valu.

L'opposition prétend que le dollar devrait remonter, que nous sommes en situation de crise. Peut-être remontra-t-il. Le rapport C. D. Howe le prévoit. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie) a déclaré cet après-midi quel le dollar remonterait le moment venu. Toutefois,

[M. Johnston (Westmount).]

nous ne tenons pas à ce qu'il prenne de la valeur trop rapidement, car nous nous trouverions dans la même situation que le Japon et l'Allemagne qui s'efforcent présentement d'amener la déflation de leurs monnaies et d'élargir la distribution de leurs masses monétaires pour y arriver. Ce n'est pas la solution qui convient au Canada. C'est de l'inconscience que de parler de crise nationale. Le député de Don Valley a dit que c'était probablement là la crise la plus grave de toute l'histoire économique du pays. Je prétends pour ma part que lorsqu'un économiste comme lui parle de cette question sans proposer de solutions, c'est qu'il sait très bien que la crise n'est pas aussi grave qu'il le laisse entendre.

On doit, néanmoins prendre des décisions politiques difficiles. Les choix ne sont pas faciles. C'est une question très grave et je conviens avec le dernier orateur de l'opposition que la question ne doit pas être prise à la légère. Je ne la prends certainement pas à la légère car je crains que le dollar ne tombe en-deçà de son niveau actuel. Je crains également qu'il atteigne trop rapidement des niveaux plus élevés ce qui nous rendrait encore une fois incapables d'affronter la concurrence sur les marchés mondiaux. Le dollar, à sa valeur actuelle, servira de base à l'édification d'un secteur industriel fort pendant les années 80 et je prétends que si nous suivions maintenant une autre politique que celle qu'a suggérée le gouverneur de la Banque du Canada, ce serait une fatale sottise. Quoi qu'il en soit, l'opposition ne nous a présenté aucune autre formule politique que nous puissions étudier, bien que j'aie espéré qu'elle le fasse aujourd'hui.

L'opposition a eu amplement l'occasion de poser ses questions au gouverneur de la Banque du Canada.

Une voix: Ce n'est pas vrai.

M. Johnston (Westmount): Rien n'empêchait un député de l'opposition de s'entretenir avec une personne de son choix. Les députés de l'opposition ont tout à fait le droit de parler à l'Association des banquiers canadiens, aux économistes, aux analystes de l'Institut C.D. Howe, ou à ceux du Conseil économique. Ils peuvent communiquer avec qui ils voudront et ils ont toute la possibilité de poser des questions aux ministres responsables en se fondant sur les renseignements qu'ils obtiennent. Mais ils ne l'ont pas fait. Au fond, ils essaient d'allumer des passions politiques en exploitant un problème économique grave que le gouvernement a ouvertement proposé d'étudier.

On nous accuse de dissimulation. On ne dissimule rien ici, monsieur l'Orateur. Il n'y a rien de secret en ce qui concerne le dollar canadien, rien qui n'ait été révélé. Le seul secret, monsieur l'Orateur, et peut-être le mieux gardé de tous, est celui de la politique de l'opposition à cet égard. On pourrait en dire d'ailleurs autant des autres mesures économiques qu'elle espère pouvoir appliquer, telles que cette aggravation du déficit dont nous avons tant entendu parler, ainsi que cette fameuse mise à pied de 60,000 fonctionnaires qui doit se faire sans nuire à personne. Il y a bien des aspects des politiques de l'opposition qui restent auréolés de mystère et de secret. Mais en ce qui concerne la politique gouvernementale vis-à-vis du dollar, ce n'est pas le cas.